

La COCAL : un front international pour contrer la précarisation de l'enseignement universitaire

Par **Christine Gauthier**
VICE-PRÉSIDENTE DE LA FNEEQ-CSN ET RICARDO PEÑAFIEL,
MEMBRE DU COMITÉ ÉCOLE ET SOCIÉTÉ

Réunis à Querétaro, au Mexique, pour discuter de la situation des personnes enseignantes à statut précaire dans nos universités, les syndicalistes du Mexique, des États-Unis, du Canada et du Québec regroupés par la COCAL (*Coalition of Contingent Academic Labor*) ont décidé d'élargir leurs mandats pour lutter contre la précarisation de l'enseignement universitaire dans son ensemble.

Constatant que la marchandisation de nos universités, le sous-financement public et la gouvernance autoritaire s'accroissent au sortir de la pandémie, la COCAL a décidé d'interpeller les associations étudiantes et les autres syndicats de l'enseignement supérieur (professeur-es permanent-es; employé-es de soutien; travailleur-euses étudiant-es; etc.) pour organiser une *Journée internationale pour le droit à l'éducation libre, démocratique, égalitaire et pluriverselle*.

Des intellectuelles et intellectuels précarisés

Aux premières lignes du processus de précarisation des universités, les enseignant-es contractualisées sont bien placées pour dresser un diagnostic des problèmes de l'ensemble. L'assignation sporadique de ces enseignant-es très qualifiées, à qui l'on accorde un « visa temporaire » à l'université, est une perte importante pour nos sociétés. L'image est forte, mais illustre malheureusement la réalité. Traités comme des « étrangers » dans nos propres universités, les chargé-es de cours et professeur-es enseignant-es sont constamment menacés d'expulsion. Ces personnes doivent continuellement quémander le renouvellement de leur accès et de leur participation à nos institutions du savoir, bien qu'elles soient pourtant extrêmement qualifiées.

Que cache cette relation contractuelle à long terme ? Rien de moins que la mort lente de vocations et la souffrance des intellectuel-les précarisé-es. Si les administrations tentent parfois d'adoucir le discours, en privilégiant le vocable



de « professionnelles de l'enseignement », les représentants syndicaux ont rappelé qu'il s'agit d'abord et avant tout « d'intellectuelles que le système précarise ».

Cette indignation collective rapportée par plusieurs nous oblige à regarder le problème en face : il existe un système abuseur et discriminant qui ne travaille pas du tout à enseigner et produire du savoir, mais à engendrer des bénéfices sur le dos des plus précarisé-es, amplifiant ainsi des inégalités entre les corps d'emploi. Un système qui empêche les enseignant-es contractuel-les de détenir du pouvoir dans leur milieu, dans leur travail et parfois même dans leur vie. Ces conditions de travail sont d'autant plus inacceptables qu'elles sont largement systématisées, et ce, partout en Amérique et dans le monde.

Un mouvement international pour augmenter notre rapport de force

Face à cette situation inacceptable – empirée par la pandémie qui, sous prétexte d'état d'exception, a imposé un enseignement à distance dérèglementé qu'on cherche aujourd'hui à pérenniser – les centaines de militant-es syndicaux représentant des millions de membres en Amérique du Nord se sont engagées à orienter l'action de la COCAL pour les prochaines années autour de l'organisation d'une Journée internationale de grève ou de mobilisation contre la précarisation des universités.

Très impliquée dans ce processus, la FNEEQ-CSN a présenté la *Pieuvre de l'économie du Savoir*, issue des États généraux de l'enseignement supérieur (ÉGES), comme exemple de mobilisation large, impliquant l'ensemble des actrices et acteurs de l'enseignement, dans un processus de cocréation de savoirs menant à l'action.

La « pieuvre », qui est maintenant traduite en anglais et en espagnol, va se promener partout à travers les Amériques, du Nunavut jusqu'en Terre de Feu, puisque la COCAL-Mexique va proposer d'étendre le mouvement à ses partenaires sud-américains.